

## **The Figaro's Concorde Project**

This operation involves a national newspaper, a national airlines, communications, several Macs, a Sun and a PC. The "Figaro" is the largest French national newspaper. The pages are laid out on one of their Macintosh Quadras using Quark Xpress and the PostScript files are generated and stored on one of their Sun servers.

After testing Acrobat, the Figaro's Information Systems people got the idea of the "Concorde Project". The purpose of this project is to allow the passengers on Air France's New York to Paris flight on the Concorde supersonic plane to read the lasted issue of the Figaro as they break through the sound barrier.

This is how it's done :

- 1) As mentioned above, the PostScript files for each page are saved on a Sun server.
- 2) A Macintosh station opens the PostScript file on the Sun server and distills it.
- 3) The resulting PDF file is stored in a transfer folder.
- 4) This PDF file is transferred by modem to a PC in the JFK Airport office of Air France.
- 5) Air France opens the PDF file with Acrobat Exchange for Windows and prints it out on a 600 dpi PostScript laser printer in a A3 format.
- 6) The issue is distributed to passengers boarding the Concorde leaving for Paris.

The creation of a PDF version of the newspaper does not require extra work because the newspaper already has the PostScript files on hand and the distillation will soon be triggered automatically. The Figaro likes the PDF file format because it travels unaffected from one platform to another and because the small file size saves time and money when transferring the newspaper by modem.

Jacques PERRIN  
EXPERT

Recherche pour Musées et  
Collectionneurs : Meubles et Objets  
d'arts du XVIIIe Siècle.

98, Fbg Saint-Honoré 75008 PARIS Tél. (1) 42.65.01.38

# LE FIGARO

premier quotidien national français

BXX JEUDI 21 JUILLET 1994 (N° 15 526) - ÉDITION DE 5 HEURES - PRIX : 6,00 FRANCS

Jacques PERRIN  
EXPERT

PAIEMENT IMMÉDIAT SANS FRAIS  
ANNEXES pour le vendeur

98, Fbg Saint-Honoré 75008 PARIS Tél. (1) 42.65.01.38

ISSN 0182-5852

Réunion des ministres hier à Matignon

## Budget 1995 : la chasse au déficit

La loi  
fondamentale

**L**A préparation du budget est un acte essentiel dans la vie d'un gouvernement. En affectant des crédits, en distribuant des subventions, en proposant des impôts au vote du Parlement, le gouvernement définit son action. C'est l'essence même de la politique.

Mais l'exercice est toujours difficile, car un budget fait toujours des mécontents et des ingrats. Les premiers trouvent - non sans raison - que l'impôt est toujours trop lourd ; les seconds sont oublieux des bienfaits de l'État et considèrent qu'il est normal qu'il y ait des gendarmes sur des routes bien entretenues, des professeurs dans des lycées confortables, des soldats bien équipés et bien nourris dans des casernes modernes.

Dès lors, tous ceux qui exercent le pouvoir s'exposent à l'impopularité.

Les choses s'aggravent quand l'économie n'est pas florissante ; elles se compliquent encore quand les échéances électorales se rapprochent.

C'est bien le cas cette année. Et c'est sans doute pourquoi le premier ministre a modifié la procédure habituelle en réunissant tout le gouvernement à Matignon pour décider du budget. Ce faisant, il rend chaque ministre solidaire des décisions du gouvernement, ce qui rendra difficiles les critiques ultérieures ou les petites phrases au vinaigre de ceux des ministres qui s'estimeraient mal servis.

Qu'il soit ou non candidat à l'Élysée, Édouard Balladur doit présenter un budget sérieux. Les Français connaissent la situation de l'économie et ils ne croiraient pas un gouvernement qui leur dirait qu'en 1995 on rasera gratis. Les marchés des changes aussi sont bien informés et ils n'ont pas leur pareil pour faire fondre la spéculation sur la monnaie du pays dont les dirigeants ont fait un faux pas. Pour Édouard Balladur et pour sa majorité parlementaire, la voie obligée est donc celle de la rigueur.

Cette rigueur doit s'exercer essentiellement en limitant les dépenses. Les socialistes sont frappés d'annusée et partent en guerre. Mais il ne faut pas oublier que l'actuel gouvernement a hérité d'une dette publique qui va atteindre à la fin de l'année 3 000 milliards de francs. Le paiement des intérêts et le remboursement du principal vont absorber environ un cinquième des impôts qui rentreront l'an prochain.

Comme il n'est pas envisageable d'augmenter le poids des prélèvements (il faut, au contraire, l'alléger) et que la perspective d'une croissance encore faible l'an prochain interdit d'espérer des rentrées fiscales supplémentaires, il faudra couper dans tous les budgets. Avec un objectif : ramener le déficit de 301 à 275 milliards.

Ce sera un signal fort car la réduction du déficit du budget conditionne plus ou moins toute la marche de l'économie. Plus l'impasse est faible, moins le pays a besoin d'emprunter ; et moins on emprunte, moins les taux d'intérêt sont hauts, car point n'est besoin alors d'attirer des capitaux en offrant une rémunération alléchante.

En économie, il est une vieille règle, tellement simple qu'elle a été souvent oubliée : il ne faut pas dépenser plus que l'on ne peut encaisser. Aujourd'hui, Édouard Balladur, gestionnaire impécunieux des affaires de la France, vient de rappeler cette règle. Car tout manquement à cette loi fondamentale se traduit toujours en termes d'emploi et de niveau de vie.

Antoine-Pierre MARIANO

**« Il est impératif de réduire les déficits  
et de maîtriser l'endettement de la France »,  
a affirmé le chef du gouvernement.**

Avant de boucler définitivement le volet dépenses du budget, Édouard Balladur a réuni son gouvernement hier après-midi à Matignon.

● Le premier ministre a rendu les derniers arbitrages encore en suspens, notamment en ce qui concerne les crédits militaires et ceux consacrés à la politique de l'emploi.

● Ces décisions devraient être annoncées officiellement à la rentrée, en même temps que les choix fiscaux du gouvernement. Édouard Balladur devrait toutefois réaffirmer la priorité à la lutte contre le chômage et maintenir les crédits du ministère du Travail à leur niveau élevé de cette année.

● A l'issue du Conseil des ministres, qu'il présidait le matin en l'absence de François Mitterrand, le chef du gouvernement avait déjà réaffirmé qu'il était « impératif de réduire les déficits et de maîtriser l'endettement de la France ». Non pas pour des

motifs « idéologiques, théoriques ou dogmatiques » mais pour ne pas faire « courir le risque à notre économie d'une augmentation des taux d'intérêt ».

● Édouard Balladur a assuré que l'objectif d'un déficit budgétaire de 301 milliards de francs cette année serait « impérativement tenu ». Et il a répété que le gouvernement présenterait au Parlement une réduction programmée du déficit à 275 milliards de francs en 1995.

● Le ministre du Budget, Nicolas Sarkozy, a affirmé à l'issue de la réunion : « Il y a eu un consensus unanime de tous les ministres pour maîtriser » les finances publiques. « Les ministres appartiennent au même gouvernement, ils soutiennent la même politique », a-t-il ajouté.

(Nos informations page 6 et l'article de Sophie ROQUELLE, Le FIG-ÉCO, page 1)

Balladur annonce leur arrivée

## 2 000 Casques bleus au Rwanda fin août

**La situation des réfugiés de plus en plus précaire  
Une épidémie de choléra menace**

La situation du million de réfugiés rwandais rassemblés dans la ville frontalière de Goma, au Zaïre, est « la crise la plus grave », a affirmé hier le

président de Médecins sans frontières.

● Une épidémie de choléra menace les survivants des massacres. Les besoins alimentaires et en eau

potable ne sont couverts qu'à 20 et 5 %.

● Les Nations unies devraient pouvoir « disposer au Rwanda à la fin août de près de 2 000 hommes », a indiqué Édouard Balladur.

● « Le gouvernement français entretiendra des contacts politiques étroits avec le nouveau gouvernement du Rwanda », a ajouté le premier ministre. Le secrétaire général du Quai d'Orsay, Bertrand Dufourcq, et le sous-chef des opérations de l'état-major des armées, le général Gernanos, se rendront prochainement à Kigali.

● « La France mettra tous les moyens dont elle dispose à la disposition de la commission d'enquête sur les massacres, créée par les résolutions du Conseil de sécurité », a également affirmé Édouard Balladur.

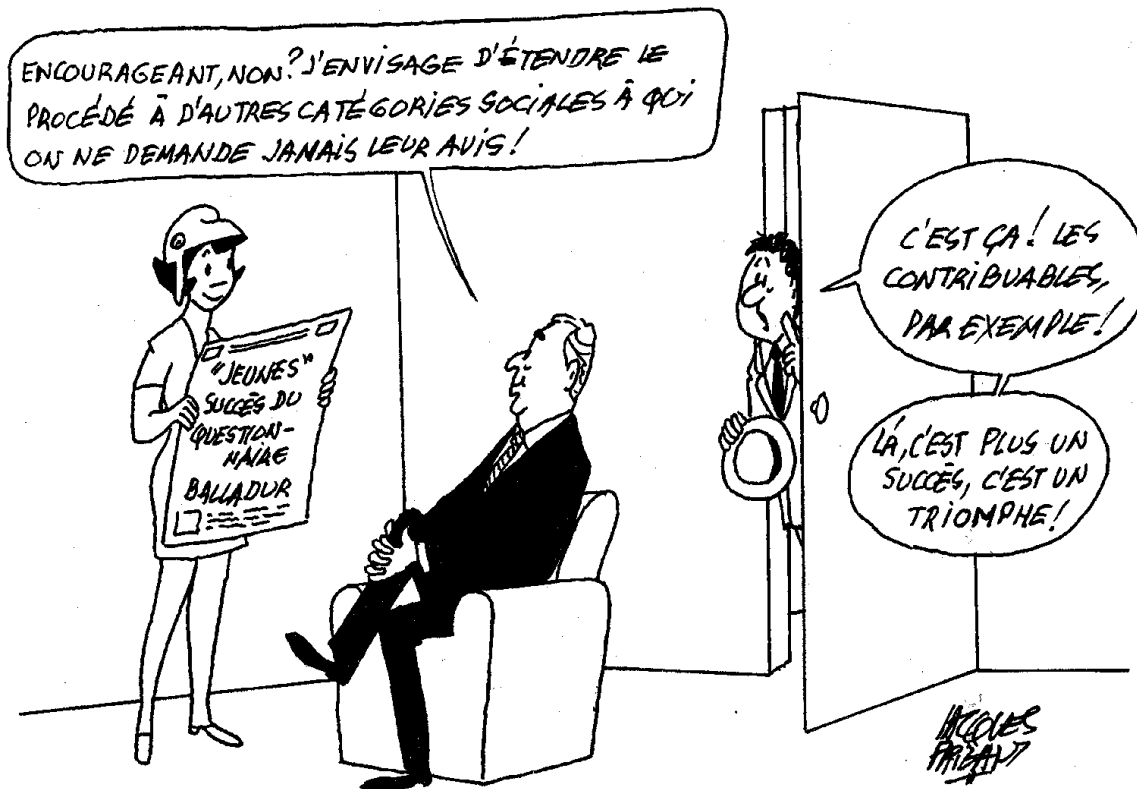


Scène cent fois répétée à Goma, au Zaïre : un sauveteur de la Croix-Rouge fait avaler du glucose à un petit réfugié rwandais. (Photo G. Marinovich/AP.)

Page 2

## Partir, c'est mourir beaucoup...

Le reportage de Jean d'ORMESSON



Cinquante  
ans après

## L'hommage au maquis du Vercors

Édouard Balladur présidera aujourd'hui les cérémonies marquant le cinquantième anniversaire de l'attaque allemande contre le maquis du Vercors.

● Le 21 juillet 1944, 16 000 Allemands, appuyés par l'aviation et des blindés, donnaient par surprise l'assaut aux positions défendues par 3 000 maquisards courageux mais très mal équipés.

● Le général Costa de Beauregard raconte, dans une interview au *Figaro*, les jours glorieux du maquis du Vercors.

(L'article de Pierre DARCOURT, page 21)



L'HIVER SELON SAINT LAURENT... En robe du soir en mousseline bleu nuit drapée à la madone. La collection, très attendue, a été follement applaudie. (Photo Pierre Colacicco/Le Figaro.)

(Le Journal des collections, par Janie SAMET, page 14)

## Maurice Arreckx :

« Il n'y a rien contre moi »

Le sénateur (PR) Maurice Arreckx, 77 ans, répond aux accusations de corruption qui sont portées contre lui.

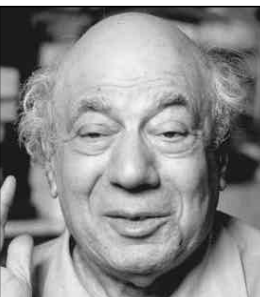
● Dans un entretien au *Figaro*, l'ancien président du conseil général du Var déclare : « Il n'y a rien contre moi. »

● Maurice Arreckx, qui fait l'objet d'une demande d'« autorisation d'arrestation », reconnaît avoir sollicité auprès d'une entreprise une aide financière au bénéfice du PR.

(L'interview recueillie par Ivan RIOUFOL, page 7)

Les grands  
silencieux

Aujourd'hui  
Maxime  
Rodinson



C'est l'homme pour qui Mahomet n'a pas de secret. L'un des grands orientalistes et islamologues du siècle explique au *Figaro* les analogies entre l'islam, le judaïsme et le christianisme.

(L'interview recueillie par Franz-Olivier GIESBERT et Bernard BONILAUDI, page 9)

Le sondage Figaro-Sofres  
sur les valeurs idéologiques

## Élysée : 75 % des Français favorables au quinquennat

**L'idée européenne recule et 61 % des personnes interrogées  
refusent d'abandonner la force nucléaire nationale**

Selon le dernier volet du sondage Figaro-Sofres sur les « Valeurs idéologiques des Français », 75 % des personnes interrogées se prononcent pour la réduction à cinq ans du mandat présidentiel. Elles n'étaient que 65 % de cet avis en 1990.

● L'idée européenne est en recul. Les Français ne sont plus que 27 % à croire aux

vertus de la construction européenne. 39 % des personnes interrogées ne savent plus si notre pays peut y gagner ou y perdre.

● 61 % des Français refusent d'abandonner la force nucléaire nationale, contre 57 % en 1990. Mais 55 % n'en sont pas moins favorables à une forte réduction des dépenses militaires.

● Une large majorité se dégage pour s'opposer au vote des immigrés, quelle que soit la nature des élections.

● Dans deux interviews, François de Closets et Guy Sorman commentent ce sondage.

(Les articles de Joseph MACE-SCARON et Charles REBOIS, page 5)

NOS RUBRIQUES - ■ BOURSE (LE FIG-ÉCO, page VII) ■ CARNET DU JOUR (12) ■ COULISSES (12) ■ COURSES (20) ■ CULTURE (20) ■ DESTINATIONS (13) ■ ÉCONOMIE-SOCIAL-FINANCES (LE FIG-ÉCO) ■ JEUX (26) ■ JOURNÉE (12) ■ MÉDIAS-PUBLICITÉ (36) ■ MÉTÉOROLOGIE (22) ■ MOTS CROISÉS (12) ■ NOTRE VIE (7 et 8) ■ PETITES ANNONCES (16 à 19 et 24) ■ PROGRAMMES SPECTACLES (24) ■ PROGRAMMES TÉLÉVISION (26 et 27) ■ RADIO-TÉLÉVISION (25) ■ SPECTACLES (23) ■ VIE DE L'AUTOMOBILE (11) ■ VIE AU FÉMININ (14) ■ VIE INTERNATIONALE (2 à 4) ■ VIE POLITIQUE (5 à 7) ■ VIE SCIENTIFIQUE (6) ■ VIE SPORTIVE (10) ■ WALL STREET (LE FIG-ÉCO, page VI).

Israël-  
Jordanie

Première rencontre au  
niveau ministériel

(Page 3)

Delvaux

Mort du peintre belge  
figure majeure du sur-  
réalisme

(Les articles de  
Philippe CRUYSMANS et  
Jean-Marie TASSET,  
page 28)

La météo  
et les jeux  
de l'été

Pages 22 et 26

## L'ESSENTIEL

### AUTOROUTES DE L'INFORMATION

Carlo De Benedetti :  
« Il faut faire confiance  
au marché »

Le président d'Olivetti a joué un rôle  
essentiel dans la rédaction du rapport  
Bangemann sur les autoroutes de  
l'information. Il explique les enjeux  
pour l'Europe de cette nouvelle  
révolution économique lancée par les  
États-Unis.

(Page II)



### ALLEMAGNE

Les marges de manœuvre  
de la Bundesbank

La conjoncture économique allemande donne des signes de  
redressement. Mais la Bundesbank, dont le conseil central se  
réunit aujourd'hui, les juge-t-elle suffisamment significatifs  
pour intervenir sur les taux ?

(Page III)

### PÊCHE

Le thonier vendéen restitué  
à son propriétaire

Les pêcheurs espagnols ont finalement accepté, hier après-  
midi, de restituer le thonier la **Gabrielle** à la marine de leur  
pays qui l'a remis, peu après, aux autorités françaises.

(Page III)

### FONCTION PUBLIQUE

Hygiène et sécurité : le public  
imite le privé

Quatre organisations syndicales, dont FO, ont annoncé  
qu'elles signeraient l'accord sur l'hygiène et la sécurité  
conclu mardi soir à l'issue des négociations entamées le  
24 mai entre le ministre et sept fédérations de  
fonctionnaires.

(Page III)

### TRANSPORT AÉRIEN

Air France : Bruxelles devrait dire oui  
à la recapitalisation

Sauf surprise, la Commission européenne devrait autoriser  
mercredi prochain l'apport de vingt milliards de francs que  
l'État français, actionnaire unique d'Air France, se propose  
de faire à la compagnie nationale.

(Page IV)

### EMPLOI

Insertion des jeunes : vingt-cinq  
conventions

Les engagements de ces 25 conventions portent sur 56 000  
emplois en deux ans dans de nombreux secteurs : hôtellerie,  
pétrole, métallurgie, électronique, chimie, banque,  
assurance, bâtiment, transports, grande distribution.

(Page IV)

### AGROALIMENTAIRE

Bernard Dumon : Saint-Louis devrait  
« doubler son CA dans les six ans »

Doté d'un trésor de guerre de 7 à 8 milliards de francs, le  
groupe a les moyens de réaliser une importante opération de  
croissance externe. Parallèlement, il pourrait sortir  
totalement des plats cuisinés et de Royal Champignon.

(Page V)

### TOURISME

Visit France décolle

La filiale tourisme du groupe Air France profite de la vogue  
des courts séjours. Le catalogue de ce voyageur présente en  
priorité des hôtels de charme de petite capacité, installés en  
province.

(Page V)

## LOI DE FINANCES 1995

# Politique budgétaire : accord sur la rigueur

**Bon gré mal gré, les ministres ont accepté les restrictions de leur budget  
autour de la réduction des déficits publics**

C'est lundi que les ministres  
devraient recevoir leurs fa-  
meuses « **lettres plafonds** », qui  
encadrent leurs crédits pour  
1995. La lecture en sera sans  
surprise, mais amère : Édouard  
Balladur a demandé des  
coupes claires dans presque  
tous les ministères pour réduire  
le déficit budgétaire de 25 mil-  
liards de francs.

Avant de boucler définiti-  
vement le volet dépenses du  
budget, le premier ministre a  
toutefois réuni hier après-midi  
à Matignon le gouvernement  
au grand complet. L'occasion  
pour les ministres de faire en-  
tendre une dernière fois leurs  
doléances. Sans grand succès.  
« **On est entrés pauvres, on sort  
fauchés** », a laissé tomber le  
ministre du Logement Hervé  
de Charette en quittant l'Hôtel  
Matignon.

Il reste encore plusieurs di-  
zaines de milliards de francs  
d'écart entre les revendications  
des ministres et les exigences  
du budget. Ils concernent no-  
tamment les crédits militaires,  
la politique de l'emploi, les af-  
faires sociales ainsi que les  
aides au logement.

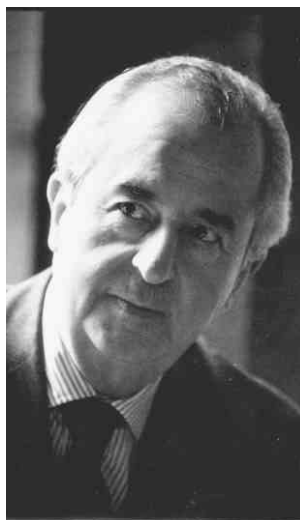
Le gouvernement doit par  
exemple se mettre d'accord sur  
le nombre de RMI et de

contrats emploi solidarité.  
L'État finance 650 000 CES en  
1994 et le ministre du Travail,  
Michel Giraud, estime qu'il  
faut compter sur 800 000  
contrats l'an prochain. Une  
barre jugée trop haute par Ni-  
colas Sarkozy. Selon lui, un re-  
conduction du chiffre de 1994  
« **est une hypothèse raison-  
nable** ».

## Exercice politique

Les crédits de l'Éducation  
devraient être préservés. Autre  
décision attendue : la réforme  
de l'allocation de logement so-  
cial (ALS) pour les étudiants,  
dont le coût s'alourdit d'année  
en année. Le gouvernement  
aurait renoncé, pour l'instant,  
à restreindre les conditions  
d'accès à l'ALS.

La réunion gouvernemen-  
tale sur le budget était aussi un  
exercice largement politique.  
Depuis plusieurs semaines, le  
ton monte dans les rangs de la  
majorité – et particulièrement  
au RPR – contre la politique  
budgétaire du gouvernement,  
jugée par certains trop restric-  
tive. Le débat parlementaire de  
l'automne sur le budget 1995  
devrait ainsi être l'occasion  
pour chacun de prendre ses  
marques avant la grande ba-



Édouard Balladur :  
« Réduire les déficits  
et maîtriser l'endettement. »  
(Photo Archambault/Le Figaro.)

taille présidentielle... Édouard  
Balladur voulait donc faire  
partager à tous ses ministres la  
responsabilité de ce budget de  
rigueur. Et ce n'est pas un ha-  
sard s'il a salué « **l'unanimité** »  
gouvernementale sur la réduction  
du déficit.

« **Tous sans aucune excep-  
tion ont adhéré à l'objectif de  
maîtrise de l'endettement et des  
déficits** », a insisté Nicolas Sar-  
kozy à l'issue de la réunion.

Lors du Conseil des mi-  
nistres qu'il présidait le matin,  
Édouard Balladur avait déjà  
réaffirmé qu'il était « **impératif  
de réduire les déficits et de maî-  
triser l'endettement de la  
France** ». Et ce pour ne pas  
faire « **courir le risque à notre  
économie d'une augmentation  
des taux d'intérêt** », a dit  
Édouard Balladur.

Le chef du gouvernement a  
assuré que l'objectif d'un déficit  
budgétaire de 301 milliards de  
francs cette année serait « **impé-  
rieusement tenu** ». Et il a répété  
que le gouvernement présente-  
rait au Parlement une réduc-  
tion programmée du déficit à  
275 milliards de francs en 1995.

En revanche, les propos du  
premier ministre n'ont pas été  
du goût des socialistes, qui ont  
saisi l'occasion pour fustiger le  
« **grave dérapage des finances  
publiques** ». Le PS a même de-  
mandé « **solennellement** » la  
convocation de la commission  
Raynaud, qui avait été chargée  
d'examiner la gestion socialiste  
au lendemain des élections de  
mars 1993.

S. R.

Voir également  
nos informations page 6

## ÉTATS-UNIS

# La Réserve fédérale craint des germes inflationnistes

**Alan Greenspan critique la faiblesse du dollar et relève des risques inflationnistes  
dans la situation économique américaine**

Lorsque le président de la  
Fed s'interroge, les marchés  
doutent. Et c'est probablement  
ce qui risque d'advenir après le  
discours tenu hier par Alan  
Greenspan devant le Congrès  
américain. « **Notre action à ce  
jour a-t-elle été suffisante pour  
contrer les pressions inflation-  
nistes et par conséquent main-  
tenir une tendance économique fa-  
vorable ? La question reste  
ouverte** », a annoncé d'entrée  
de jeu le président de la Réserve  
fédérale.

Pour lui, la baisse du dollar  
est inquiétante et néfaste pour  
les États-Unis. Si elle n'est pas  
inversée, elle risque de se tra-  
duire par une reprise de l'infla-  
tion l'an prochain. Certes,  
jusqu'à présent Alan Greens-  
pan note que le « **marché de  
l'emploi s'est montré robuste** ». **Notre pays**, constate-t-il, **a rem-  
porté un important succès ces  
dernières années en remettant  
notre économie sur pied** ».

Mais à plusieurs reprises il a  
réaffirmé qu'il serait dangereux

de gaspiller les bons résultats  
acquis par les États-Unis en  
matière d'inflation. Et sur ce  
point, si le président de la Fed  
ne révèle pas de reprise, il averti  
cependant toutes les parties  
concernées : « **Les germes in-  
flationnistes potentiels sont pré-  
sents** ».

## Préparer l'opinion

Si risque il y a, pourquoi  
alors ne pas être intervenu plus  
tôt, début juillet, lors de la der-

nière réunion du comité de  
politique monétaire de la réserve  
fédérale ? Parce que les incerti-  
tudes sont encore trop grandes,  
a répondu le président Greens-  
pan. Les taux ont été relevés de  
1/4 de point depuis le mois de  
février. Et l'objectif de la Fed  
est toujours de situer les taux  
des fonds fédéraux à 4,25 %.

Alan Greenspan voudrait  
préparer l'opinion à un relève-  
ment des taux américains qu'il  
ne s'y prendrait pas autre-  
ment...

G. P.

## CONSOMMATION

# Crise financière à l'INC

**L'Institut national de la consommation  
a enregistré 19 millions de pertes en 1993  
contre 11 millions d'excédents en 1992**

L'Institut national de la  
consommation ne sortira pas à  
l'identique de la crise finan-  
cière qui se révèle aujourd'hui  
au grand jour. C'est non seule-  
ment la gestion mais aussi le  
rôle de cette institution (au sta-  
tut d'établissement public à ca-  
ractère industriel et commer-  
cial) qui sont aujourd'hui en  
question.

La publication des comptes  
de l'année 1993, fin juin, vient  
de mettre en évidence une ra-  
pide dégradation de la situa-  
tion économique de l'INC,  
présidé par Reine-Claude Ma-  
der. 1992 avait encore enregis-  
tré 11 millions d'excédents  
pour un chiffre d'affaires de  
191 millions de francs (dont  
75 % de ressources propres).  
1993 a connu un retournement  
brutal avec 19 millions de  
pertes pour 151 millions de  
chiffre d'affaires.

Plusieurs causes à cette si-  
tuation. La diminution de la  
subvention de l'État de 11 mil-  
lions de francs entre 1992 et  
1993 – soit de près d'un quart  
de son montant – a creusé le  
déséquilibre provoqué par la  
baisse des recettes de la vente  
des produits de presse. La tota-  
lité des ressources – aux côtés  
de la subvention – provient, en  
effet, des publications et, en  
particulier, du mensuel **50 Mil-  
lions de consommateurs**. Ce  
magazine subit de plein fouet  
la crise. Les ventes moyennes  
au numéro ont chuté de  
169 000 en 1992 à moins de  
100 000 en 1994.

## Polémique sur la crédibilité

La décision du Conseil su-  
périeur de l'audiovisuel d'inter-  
dire sa promotion pendant les  
temps d'antenne n'est pas la  
seule raison de cette chute  
d'audience. Sa présidente,  
Reine-Claude Mader, recon-  
naît : « **L'INC souffre d'un pro-  
blème d'identité, n'étant ni une  
association de consommateurs  
ni une administration** ». Et  
avant même la réalisation des  
deux audits qui viennent d'être  
engagés, elle estime urgent de  
départementaliser les activités  
de l'INC afin d'avoir une vi-  
sion plus transparente de ses  
coûts. Cela implique aussi de  
clarifier la mission qui relève  
du service public et doit être fi-  
nancée par l'État et celle à ca-  
ractère purement commercial.

Au cœur de cette réforme :

le rôle du centre d'essais dont  
dépend la crédibilité de l'INC  
et de ses publications. Le  
deuxième centre qui existe ac-  
tuellement en France est celui  
de l'Union fédérale des  
consommateurs qui a terminé  
1993 avec 5 millions de pertes  
et un plan social concernant  
13 personnes sur un effectif de  
55. Son magazine (**UFC-Que  
choisir ?**) est directement  
concurrent de **50 Millions**.

## Centre d'essais « eurocompatible »

Vu la situation économique  
des deux organismes, l'idée de  
réunir les deux structures afin  
de créer un seul et grand centre  
d'essais français revient en  
force. Mais Marie-José Nicoli,  
présidente de l'UFC –  
membre-fondateur depuis  
25 ans du grand institut d'es-  
sais comparatif européen de  
Londres qui s'est fait respecter  
en fermant la porte aux profes-  
sionnels – n'est pas prête à  
faire des concessions.

Elle lance aujourd'hui une  
sérieuse polémique sur la fiabi-  
lité du centre d'essais de  
l'INC : « **La fonction de test de  
produits et de services ne peut  
être correctement remplie tant  
que l'État et les professionnels  
seront présents au sein de  
l'INC. En effet, la garantie  
d'indépendance nécessaire pour  
accomplir cette tâche n'est pas  
assurée** ».

De son côté, Reine-Claude  
Mader est persuadée qu'il faut  
« **un grand centre d'essais fran-  
çais représentant les intérêts des  
consommateurs français au ni-  
veau européen** ». Elle se dit  
prête à reprendre les négocia-  
tions pour la création de ce  
centre d'essais « eurocompa-  
tible ». En clair, en se passant,  
s'il le faut, de la présence des  
professionnels et pouvoirs pu-  
bles français.

Trente ans après sa créa-  
tion, l'INC – qui emploie  
130 personnes – peut se prépa-  
rer à vivre une révolution de  
fond. Épine dorsale d'un mou-  
vement consommateur,  
d'ailleurs passablement affai-  
bli, son rôle face au développe-  
ment de celui de l'État – à tra-  
vers la Direction générale de la  
concurrence, de la consumma-  
tion et de la répression des  
fraudes (DGCCRF) – est aussi  
au cœur du problème.

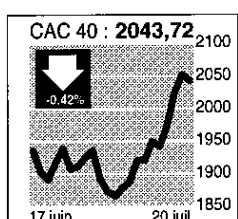
Laurence CHAVANE

## TABLEAU DE BORD

### BOURSE DE PARIS

#### Consolidation

L'indice CAC 40 a reculé de  
0,42 % à 2 043,72 points hier. Le  
SBF 120 a perdu 0,09 % à  
1 405,89 points et le SBF 250,  
0,08 % à 1 359,66 points.



(La vie des marchés, pages V, VI et VII)

↑ Dollar  
à Paris en francs  
5,3965 (5,3240)

↑ 100 Yens  
à Paris en francs  
5,4291 (5,4189)

↓ Mark  
à Paris en francs  
3,4279 (3,4315)

↓ Franc suisse  
à Paris en francs  
4,0499 (4,0641)

↑ Livre sterling  
à Paris en francs  
8,3275 (8,3110)

↑ Ecu  
contre franc  
6,5505 (6,5445)

↔ Monétaire  
argent jour le jour  
5/5/16 - 5/7/16 %

↑ Once d'or  
à Londres en dollars  
387,45 (384,65)

↔ Monétaire  
à 3 mois  
5 1/2 - 5 9/16 %

↑ Pétrole  
Brent daté Londres  
17,90 (17,50) \$/b

## EN DIRECT

**Faillites :  
– 12,4 %  
au premier  
semestre**

Les défaillances d'entre-  
prises ont reculé de 12,4 % de  
janvier à juin, par rapport au  
premier semestre de 1993, se-  
lon les derniers chiffres de la  
Sfac. La société d'assurance  
crédit a comptabilisé 32 141 ju-  
gements de faillites au Bodac,  
contre 36 707 au premier se-  
mestre. (Les publications au  
Bodac ont plusieurs semaines  
de retard sur les jugements  
eux-mêmes.)

Le reflux des faillites  
confirme l'amélioration de  
l'activité depuis le début  
de l'année. Toutefois, souligne  
Philippe Chalmin, l'écono-  
miste de la Sfac, « **l'ampleur de  
la baisse n'a rien d'extraordi-  
naire** » pour une économie en  
phase de reprise. Surtout par  
rapport à un premier semestre  
1993, où le nombre de faillites  
avait battu tous les records.

**Pechiney :  
le PDG nommé  
la semaine  
prochaine**

La nomination du rempla-  
çant de Jean Gandois à la tête  
de Pechiney pourrait intervenir  
en Conseil des ministres, mer-  
credi 27 juillet. Il ne devrait  
toutefois pas s'agir d'une can-  
didature interne, estime-t-on  
de source proche du dossier.  
Jean-Martin Folz, ex-directeur  
de Pechiney, actuellement chez  
Eridiana-Béghin-Say, aurait  
refusé une offre, tandis que  
Jean-Louis Vinciguerra, direc-  
teur général adjoint, aurait été  
écarté en raison de sa trop ré-  
cente nomination à la tête de la  
filiale American National Can.

Parmi les autres noms qui  
ont circulé ces dernières se-  
maines revenaient le plus fré-  
quemment ceux de Jean Sy-  
rota, président de la Cogema,  
et de Georges-Yves Kervén,  
directeur général adjoint de  
l'UAP.

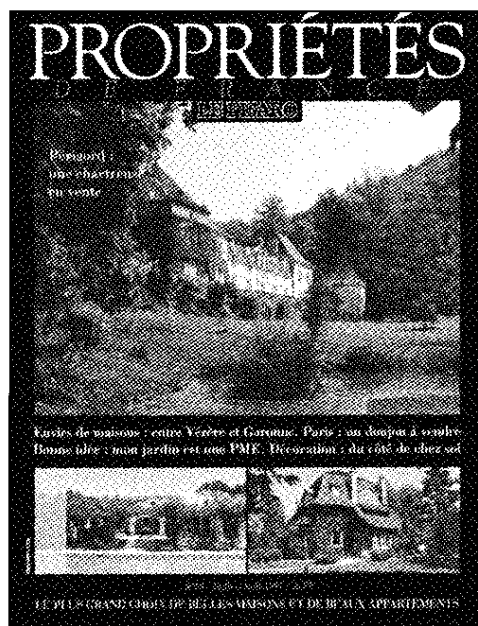
**Loyers  
parisiens :  
toujours  
encadrés**

Il devrait encore y avoir,  
jusqu'au 31 août 1995, un enca-  
drement spécial des loyers du  
secteur privé en agglomération  
parisienne, pour les renouvelle-  
ments de baux avec le même lo-  
cataire. Un décret, qui sera la  
copie conforme de celui qui est  
en vigueur depuis le 31 août  
1993, devrait être publié rapi-  
dement (**Le Fig-Éco du 16-  
17 juillet**). Même si la Commis-  
sion nationale de concertation,  
consultée hier sur le projet de  
décret gouvernemental, a ex-  
primé un avis défavorable, le  
collège des bailleurs votant  
contre, de même que celui des  
gestionnaires, tandis que celui  
des locataires s'abstenait, ainsi  
que les HLM. Rappelons que,  
par ce décret, l'évolution des  
loyers sera limitée à l'évolution  
de l'indice du coût de la  
construction.

**Société générale :  
résultat  
semestriel  
maintenu**

Le résultat net consolidé de  
la Société générale au premier  
semestre 1994 « **devrait être au  
moins égal à celui du premier  
semestre 1993** », qui s'était  
élevé à 2,158 milliards de  
francs, a indiqué la banque. A  
l'issue d'une réunion de son  
conseil d'administration, la So-  
ciété générale indique en outre  
que « **l'examen de ses enga-  
gements au 30 juin 1994 donne à  
penser que la bonne maîtrise des  
risques commerciaux en France  
et à l'étranger permettrait une  
réduction du volume de ses do-  
tations aux provisions** » en  
1994. En 1993, les dotations  
aux provisions de la banque  
s'élevaient à 7,2 mds de  
francs. La banque précise par  
ailleurs que l'encours moyen  
de crédits a baissé de 2,9 % en  
raison de la faiblesse de la de-  
mande des entreprises.

C'est le moment d'acheter  
un bel été à la campagne



Le numéro de l'été vient de sortir.